

La "guerre de l'eau" aux portes du pays s'interroge Le Potentiel

Dossier de la rédaction de H2o
March 2010

Les pays du Bassin du Nil, du Congo et de l'Amazonie sont très sollicités depuis le sommet de Copenhague. La raison est simple: bientôt, de nombreux pays vont manquer de l'eau, parmi lesquels non des moindres en termes de développement à l'image de la Chine, du Brésil ou de l'Inde, constate le quotidien Le Potentiel. Les grandes puissances sont déjà en route pour la conquête de "nouveaux espaces d'eau", de grâce ou de force et la République Démocratique du Congo est dans leur collimateur, estime l'analyste [son nom n'est pas rapporté dans l'article publié sur Internet. Extraits :]. Depuis le sommet de Copenhague, les yeux se tournent vers des zones qui constituent encore des réservoirs d'eau susceptibles de permettre à l'humanité de survivre : les bassins du Nil, du Congo et de l'Amazonie. Les "grandes puissances" ne manquent pas de mots. Elles trouvent inacceptables que certaines nations disposent de l'eau en abondance, pendant que d'autres peuples en manquent ; voire ont difficilement accès à l'eau douce. Après Copenhague, des rencontres sont programmées, invitant les pays des bassins du Congo, du Nil et de l'Amazonie à réfléchir autour de l'eau. Bien auparavant, des propositions ont été avancées pour faire relever que là où des insuffisances seront constatées pour gérer l'eau, ces réserves deviendront patrimoine universel. Quant à la République Démocratique du Congo, elle est dans le collimateur des grandes puissances. Et ce, pour plusieurs raisons : la première, c'est que la RDC possède le deuxième fleuve au monde après l'Amazonie ; la seconde, c'est qu'elle dispose d'une importante densité d'eau douce (selon les dernières estimations, la RDC perd chaque jour plus de 40.000 M3 d'eau douce par minute qui se jettent dans l'océan, faute d'une gestion rationnelle de cette ressource ou l'absence d'une politique d'eau) ; la troisième, c'est que certains pays cherchent à tout prix à avoir des débouchés sur la mer ou l'océan pour sortir de l'état d'enclavement [NDLR. Quel rapport ? Si ce n'est qu'effectivement le fleuve Congo est l'objet de plusieurs projets de transferts : vers le bientôt feu-lac Tchad, mais aussi vers l'Afrique de Sud, au seuil du stress hydrique]. Aussi, conclut l'article, est-il question d'exercer une forte pression sur la République Démocratique du Congo afin qu'elle coopère et l'amener de grâce ou de force à "partager" son eau.▲

Le Potentiel (Kinshasa) - AllAfrica
23-03-2010